

Royaume du Maroc

المملكة المغربية



المندوبية السامية للتخطيط
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

BUDGET ECONOMIQUE EXPLORATOIRE POUR L'ANNEE 2011

Juin 2010

SOMMAIRE

<i>Résumé</i>	2
<i>1. L'environnement international</i>	7
1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones	8
1.2. L'évolution des prix des matières premières sur les marchés internationaux	11
1.3. L'impact de l'environnement international sur l'économie nationale.....	11
<i>2. La croissance économique nationale révisée de 2010</i>	13
2.1. Les activités non agricoles.....	13
2.2. Le secteur primaire	17
2.3. L'évolution des composantes du Produit Intérieur Brut.....	18
<i>3. Les perspectives de l'économie nationale en 2011</i>	20
3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions.....	20
3.2. La croissance économique.....	21
3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut	27
3.4. Le revenu national et le compte Epargne - Investissement	28
<i>ANNEXES STATISTIQUES</i>	31

Résumé

Le Haut Commissariat au Plan a élaboré le budget économique exploratoire qui présente une révision de la croissance économique nationale en 2010, ainsi que les perspectives pour l'année 2011.

Ce budget économique tient compte des agrégats provisoires arrêtés par la comptabilité nationale pour l'année 2009 et se réfère aux résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan durant le premier semestre de l'année 2010. Il intègre, également, l'impact de l'évolution de l'économie mondiale, notamment celle de la zone Euro, sur l'activité économique nationale en 2010 et 2011.

Les prévisions pour l'année 2011 sont basées sur un ensemble d'hypothèses, notamment, la réalisation d'une production céréalière moyenne de 70 millions de quintaux durant la campagne agricole 2010/2011 et la reconduction, durant l'année 2011, de la politique budgétaire de l'Etat, en matière de fiscalité des dépenses d'investissement et de fonctionnement, en particulier, les dépenses de soutien des prix à la consommation.

➤ L'environnement international

Les perspectives économiques mondiales établies par les institutions internationales durant le premier semestre 2010 montrent que l'économie mondiale est entrée dans un nouveau cycle de croissance, sous l'effet de la normalisation des conditions du crédit et du retour des investissements directs étrangers (IDE) vers les marchés émergents et en développement.

La croissance de l'économie mondiale se situerait à environ 4,3% en 2010 et 2011 au lieu d'une baisse de 0,6% en 2009, ce qui induirait un dynamisme du commerce international dont le volume s'accroîtrait de 7% en 2010 et 6,1% en 2011 au lieu d'une régression d'environ 11% en 2009. La demande mondiale adressée au Maroc, évaluée

selon la structure géographique des échanges extérieurs, connaîtrait une hausse de 6,2% en 2010 et 5,8% en 2011 au lieu d'une forte baisse de 10% observée en 2009.

Le prix moyen du pétrole brut atteindrait, de son côté, 80 dollars/baril en 2010 et 83 dollars en 2011. De même, les prix des matières premières non énergétiques devraient connaître une hausse de 13,9% en 2010 avant de se stabiliser en 2011. Par ailleurs, la parité euro-dollar serait en baisse, passant de 1,37 en 2009 à 1,28 en 2010 et 2011, sous l'effet des difficultés budgétaires des pays de la zone Euro.

Globalement, la reprise de l'activité économique internationale exercerait une légère hausse de l'inflation. Les prix à la consommation seraient en augmentation de près de 1,5% par an, en moyenne, durant la période 2010-2011 dans les pays développés au lieu d'une quasi-stagnation, aux environs de 0,1% en 2009 et de 6,2% en 2010 et 4,2% en 2011 dans les pays émergents et en développement

➤ L'évolution de l'économie nationale

1. Croissance économique en 2010

L'économie nationale serait marquée par la reprise des activités non agricoles en 2010, sous l'effet de la poursuite du dynamisme de la demande intérieure, et également de la relance des activités exportatrices. La croissance économique atteindrait environ 4% en 2010, rythme légèrement en recul par rapport à celui de 4,9% en 2009 et 5,6% en 2008. Ce ralentissement serait attribuable à la baisse de la valeur ajoutée du secteur primaire de 7,5% par rapport à 2009, marquée par une forte croissance de 29%.

Le secteur primaire qui a enregistré une excellente campagne agricole durant l'année précédente, est affecté par les conditions climatiques moins favorables et par les inondations qui ont réduit la production des cultures. De ce fait, la campagne agricole 2009/2010 a dégagé une production céréalière de 80 millions de quintaux, soit une baisse de 20% par rapport à 2009. Cependant, la progression soutenue de l'activité de l'élevage et de la pêche maritime en 2010 permettrait d'atténuer, en partie, la baisse de la production des céréales et des cultures maraîchères.

Concernant le Produit Intérieur Brut non-agricole, celui-ci s'accroîtrait, globalement, de 5,9% en 2010 au lieu de 1,3% en 2009, suite essentiellement à la reprise des

activités du secteur secondaire (notamment les mines, les industries de transformation et le bâtiment et travaux publics) de 5,6% après la baisse accentuée de 4,7% enregistrée en 2009. Les activités tertiaires (y compris les impôts sur les produits nets de subventions), quant à elles, devraient consolider leurs performances et s'accroîtraient à un rythme de 6% au lieu de 4% enregistré en 2009.

Au plan des composantes du PIB, la demande intérieure continuerait de soutenir la croissance en 2010, avec une contribution de 5,3 points au lieu de 6,8 points en 2009. Ceci serait dû, notamment, à l'augmentation de la formation brute de capital fixe (FBCF) de 8,7% en volume et de la consommation finale des ménages de 5,2%. La contribution des exportations nettes continuerait d'être négative, mais elle aurait tendance à fléchir, en passant de -2,9 points en 2008 à -1,9 points en 2009 et à -1,4 points en 2010.

Au niveau de financement de l'économie, l'épargne nationale connaîtrait une légère amélioration en 2010, sous l'effet de l'augmentation prévisible des revenus nets en provenance du reste du monde. Le taux d'épargne atteindrait 31,5% au lieu de 31% en 2009. Néanmoins, ce niveau d'épargne serait insuffisant pour couvrir la totalité de l'investissement brut, qui représenterait 37,1% du PIB au lieu de 36% en 2009. En conséquence, les besoins de financement seraient en hausse et le solde du compte épargne-investissement serait déficitaire d'environ 5,6% du PIB en 2010 au lieu de 5% en 2009, ce qui signifie une accentuation du déficit des finances extérieures du pays.

2. Perspectives de l'économie nationale en 2011

L'économie nationale bénéficierait, durant l'année 2011 de la consolidation de la demande mondiale adressée au Maroc, de la vigueur de la demande intérieure qui serait soutenue par la politique budgétaire de l'Etat et par les stratégies de développement sectoriel.

Dans ce contexte, la croissance économique nationale serait de 4,3% en 2011, suite à une augmentation du PIB non agricole de 5,4%. Cette évolution serait attribuable à une croissance de 5,7% du secteur secondaire et de 5,3% pour le secteur tertiaire.

Quant au secteur primaire, il accuserait une légère baisse de sa valeur ajoutée de l'ordre de 2,7%, sur la base du scénario moyen retenu pour la production céréalière,

soit 70 millions de quintaux durant la campagne agricole 2010/2011, au lieu de 80 millions estimé pour 2009/2010.

Sur le registre des emplois du PIB, la consommation finale nationale et la FBCF se maintiendraient sur leur sentier de croissance ascendante. Elles s'accroîtraient respectivement de 7,5% et 11,5% en 2011 et de ce fait, la demande intérieure consoliderait sa contribution à la croissance économique avec 5,7 points.

Concernant les échanges extérieurs, les exportations de biens et services seraient en hausse de 6,6% sous l'effet de la consolidation de la demande mondiale adressée au Maroc. Mais, l'effet multiplicateur de la demande intérieure sur le marché domestique, continueraient de se traduire par des importations en forte hausse, d'environ 10,7%, et par conséquent le déficit en ressources aurait tendance à s'accroître pour se situer à 14,7% du PIB au lieu de 13,4% en 2010 et 11,9% en 2009. La contribution négative des échanges extérieurs nets à la croissance économique se maintiendrait au même niveau de l'année 2010, soit -1,4 points.

Par ailleurs, le dynamisme de la demande intérieure n'exercerait pas de pression sur les prix intérieurs, à la faveur du soutien budgétaire aux prix à la consommation et la politique monétaire ciblant le financement monétaire des agents économiques dans des conditions moins inflationnistes. L'indice du prix général, approché par le prix implicite du PIB, resterait contenu aux environs de 2% durant 2010 et 2011.

Au plan de financement de l'économie, malgré l'amélioration des revenus nets en provenance du reste du monde, passant de 6,7% du PIB en 2010 à 7,6% en 2011, le taux d'épargne nationale ne connaîtrait qu'une légère hausse en s'établissant à 31,7% du PIB en 2011. Ce niveau d'épargne serait insuffisant pour couvrir les perspectives retenues en matière d'investissement. Le taux d'investissement atteindrait 38% du PIB et par conséquent, le compte épargne-investissement dégagerait, un déficit de l'ordre de 6,3% du PIB en 2011. De ce fait, les besoins de financement continueraient leur tendance à l'accroissement, entamée depuis quelques années.

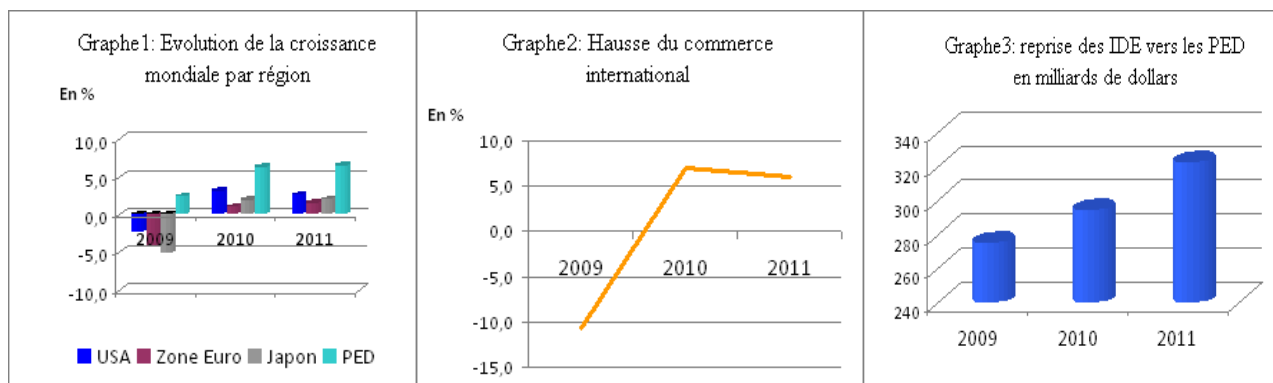
En guise de conclusion, il est à rappeler que le Haut Commissariat au Plan procédera à la révision de ces perspectives économiques, comme chaque année, lors de l'élaboration du budget économique prévisionnel qui sera publié au mois de janvier 2011. Ce document tiendra compte, en plus des nouvelles données de la conjoncture nationale et internationale, de l'impact des dispositions de la loi de finances 2011 sur la croissance et les équilibres macroéconomiques.

1. L'environnement international

L'activité économique mondiale renoue progressivement avec la croissance, selon les récentes perspectives économiques¹ établies par les institutions internationales, et ce malgré les difficultés budgétaires actuelles de certains pays de la zone euro. Les politiques économiques engagées par les Etats durant la période de récession, notamment la politique budgétaire expansive et la politique monétaire souple et prudente, ont permis de soutenir la croissance économique par la demande publique et la relance de l'activité des marchés financiers, et permettraient par la suite de réaliser une transition vers une économie fondée sur les mécanismes de marché et basée sur la demande privée.

L'économie mondiale est engagée dans un sentier ascendant de croissance, soutenue par la tendance à l'amélioration des flux des IDE vers les pays émergents et en développement, la normalisation des conditions du crédit et la reprise du commerce international. Dans ce contexte, la croissance économique atteindrait 4,2% en 2010 et 4,3% en 2011. Cette reprise de croissance occulte certaines disparités entre les différentes régions. D'un côté, les Etats-Unis d'Amérique et les pays émergents et en développement devraient enregistrer une reprise forte, respectivement de 3,1% et 6,3% en 2010, et de l'autre côté la zone euro et le Japon dont l'activité économique demeurerait modeste à un rythme de 1% et 1,9% respectivement, compte tenu de l'ampleur des effets de la crise sur les moteurs de croissance de ces économies.

Les graphes ci-après montrent la reprise de la croissance économique, du commerce international et des investissements directs étrangers vers les économies émergentes (Source : FMI)



¹ Selon les perspectives économiques mondiales du FMI, l'OCDE, et la Commission Européenne publiées au printemps 2010.

1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones

Le rythme de croissance économique diffère d'une région à une autre. Les politiques publiques entreprises par les pays avancés pour faire face à la crise économique auraient produit des effets différenciés selon les régions. Certaines régions sont en train de sortir de la crise, notamment les Etats-Unis d'Amérique et les économies émergentes, alors que d'autres peinent encore à retrouver le chemin du dynamisme économique, particulièrement la zone Euro.

➤ Les Etats-Unis d'Amérique

L'économie américaine réaliserait une croissance de 3,1% et 2,6% respectivement en 2010 et 2011, suite aux effets immédiats des plans de relance, en particulier, sur l'activité des marchés financiers, la consommation des ménages et l'investissement. L'éventuelle amélioration des conditions du crédit en faveur des ménages et des petites et moyennes entreprises engendrerait une hausse de la demande intérieure, ce qui favoriserait sa contribution à la croissance économique d'environ 3 points en 2010 et 2,4 points en 2011.

De son côté, la demande extérieure, appréhendée par les échanges commerciaux, connaîtrait une progression des exportations de l'ordre de 11% en 2010, avant d'enregistrer un léger ralentissement en 2011. De ce fait, la demande extérieure nette dégagerait une légère contribution positive à la croissance de près de 0,1 point, associé à un allègement du déficit courant de la balance de paiements qui passerait de 5,3% du PIB en moyenne de la période 2006-2008 à 3,7% en 2010 et 2011.

Malgré ces perspectives prometteuses pour l'économie américaine, plusieurs contraintes pourraient, désormais, atténuer son rythme de croissance, notamment la forte hausse du déficit budgétaire qui atteindrait environ 10% du PIB en 2010 et 2011 au lieu d'un déficit de 2,4% du PIB en moyenne annuelle de la période 1992-2007. S'ajoute à cela, la résistance du chômage à la baisse, dont le taux se maintiendrait à 9,7% en 2010 et 2011 au lieu d'environ 5% en moyenne durant la période 1992-2007.

➤ *Le Japon*

La croissance de l'économie nipponne atteindrait 1,9% en 2010 et 2% en 2011 après sa forte régression de 5,2% enregistrée en 2009. La reprise de 2010 serait favorisée par la progression rapide des exportations de 21,5% alors que les hausses de la consommation finale et de l'investissement brut resteraient modérées, de l'ordre de 2,7% et de 1% respectivement. Cependant, cette reprise économique serait accompagnée par une baisse des prix à la consommation de 0,5% en 2010 et 2011.

Par ailleurs, le soutien budgétaire volontariste à la demande intérieure aurait engendré un accroissement de la dette publique qui atteindrait 194% du PIB en 2010 et 2011. Ceci, associé à un déficit budgétaire de 6,7% du PIB, constituerait un risque potentiel sur les équilibres macroéconomiques internes de l'économie japonaise.

➤ *La Zone Euro*

La reprise de l'économie de la zone Euro serait lente par rapport au rythme des autres régions économiques. La croissance prévue à 1% en 2010 et 1,5% en 2011 serait attribuable, en grande partie, à la relance des exportations favorisées par la hausse de la demande mondiale adressée à cette zone, notamment celle provenant des pays émergents et en développement, et dans une moindre mesure à la contribution de la demande intérieure.

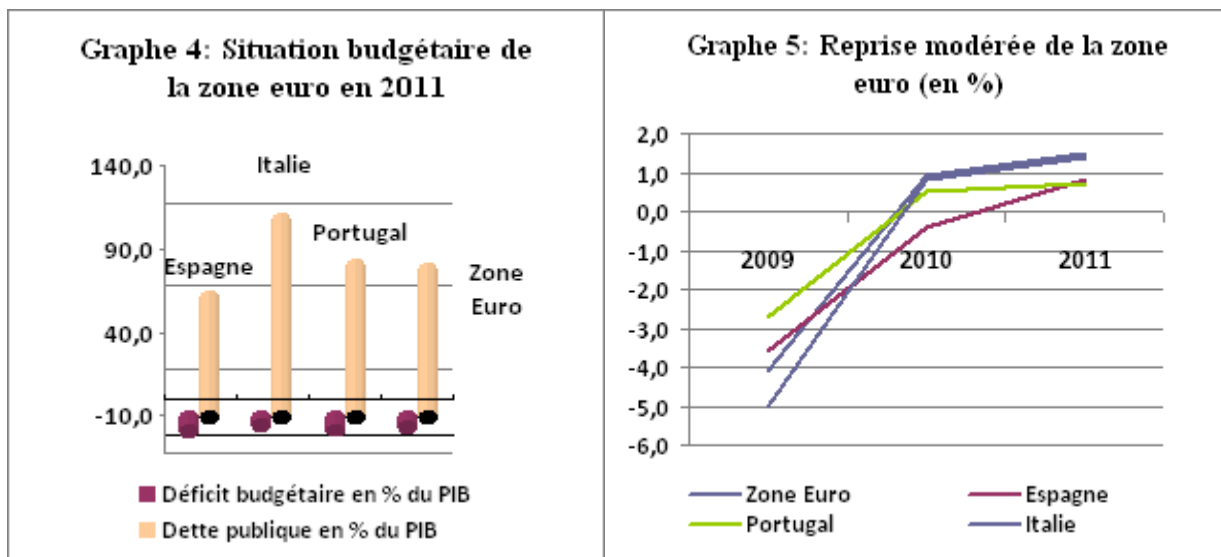
Cependant, plusieurs problématiques continueraient de marquer les économies de la zone Euro. Il s'agit, notamment, de la rigidité du chômage à la baisse et des difficultés budgétaires de certains pays membres, alimentant les déficits financiers internes et l'endettement qui s'élèverait, respectivement à 6% et à 80% du PIB en moyenne en 2010,.

Il convient de noter, à cet égard, que la crise budgétaire de la Grèce a entraîné une instabilité des marchés financiers européens, ce qui a conduit à une intervention du Fond Monétaire International, en collaboration avec la Commission européenne, pour élaborer un plan de financement d'environ 110 milliards d'euro en faveur de la Grèce.

En outre, et afin d'éviter l'effet de contagion, plusieurs pays européens ont établi, en mai 2010, des plans d'austérité pour contenir l'endettement à travers une baisse drastique des dépenses publiques. Ces nouveaux plans qui viennent après les plans de relance de l'économie, visent à réduire le déficit budgétaire et à ramener le ratio de la dette publique vers des niveaux soutenables à moyen terme.

Par ailleurs, les pays de la zone Euro se sont mis d'accord pour la mise en place d'un fonds d'aide s'élevant à 750 milliards d'euro pour faire face aux difficultés budgétaires et contenir la crise financière qui pourrait s'étendre à d'autres pays et par conséquent protéger le système de la monnaie unique européenne. Ce montant se décompose en 60 milliards de prêts apportés par la Commission européenne, et 440 milliards d'euro de prêts et garanties par les pays de la zone euro, soit 500 milliards au total, alors que la participation du Fonds Monétaire International (FMI) atteindrait 250 milliards d'euro.

De son côté, la banque centrale européenne a également annoncé des mesures exceptionnelles sur le marché des titres obligataires des Etats et celui des changes pour contribuer aux efforts visant à ramener la stabilité financière à l'Europe.



Source : FMI

➤ **Les économies émergentes et en développement**

Les pays émergents et en développement deviendraient la locomotive de l'activité économique mondiale. En plus des politiques économiques mises en œuvre pour soutenir la demande intérieure, ces économies bénéficieraient également du rebondissement de la demande mondiale, notamment américaine, engendrant une hausse de leurs exportations de biens et services.

Par ailleurs, la normalisation de l'activité des marchés financiers internationaux, se traduirait par un retour des capitaux étrangers, notamment les investissements directs vers les marchés financiers émergents, après les flux négatifs enregistrés en 2009.

La reprise rapide de ces économies, favorisée ainsi par la diversification de leurs sources de croissance, permettrait d'enregistrer un rythme d'accroissement de 6,3% en 2010 et 6,5% en 2011. Cette performance est attribuable au dynamisme des économies émergentes d'Asie qui afficherait, globalement, une croissance de 8,7% en 2010 et 2011 avec, en particulier, une forte croissance de 10% en Chine, 8,8% en Inde et plus de 5% dans les autres économies de la région.

1.2. L'évolution des prix des matières premières sur les marchés internationaux

La reprise de l'activité économique mondiale, sous l'effet de la hausse de la demande globale, entrainerait une réapparition des tensions sur les prix des matières premières énergétiques et non énergétiques. Le prix moyen du pétrole brut atteindrait 80 dollars en 2010 et 83 dollars en 2011 au lieu de 62 dollars/baril en 2009. De même, les prix des matières premières non énergétiques seraient en hausse de 13,9% en 2010 et devraient se stabiliser en 2011. Cette évolution se traduirait par une hausse des prix à la consommation d'environ 1,5% en 2010 et 2011 dans les pays développés, et de 6,2% en et 4,2% respectivement dans les pays émergents et en développement.

1.3. L'impact de l'environnement international sur l'économie nationale

Le nouveau cycle de l'économie mondiale d'après crise économique aurait des effets bénéfiques sur l'économie nationale. La demande mondiale adressée au Maroc serait en

amélioration aussi bien au niveau des produits que des services, notamment le tourisme. La normalisation des marchés financiers, par ailleurs, se traduirait par une reprise des flux de capitaux, ce qui offre à l'économie nationale des opportunités pour améliorer sa part du marché international, notamment en investissements directs étrangers.

Toutefois, l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro pourrait engendrer, par ailleurs, une dépréciation de cette dernière par rapport au dirham et la compétitivité des produits marocains exportés vers la zone Euro risque d'être affectée en conséquence.

Le renchérissement du cours de pétrole induirait une hausse de la facture des importations marocaines en hydrocarbures. Les dépenses budgétaires de soutien aux prix à la consommation atteindraient, en conséquence, des niveaux très élevés, ce qui pourrait accentuer davantage le déficit du Trésor.

Il convient de signaler, toutefois, que l'intervention de l'Etat pour réduire l'inflation importée, conjugué à la politique monétaire ciblant la maîtrise de la hausse des prix, permettrait de contenir l'inflation au niveau de l'économie nationale à près de 2% en 2010 et 2011. Ceci serait de nature à renforcer la compétitivité des produits marocains, étant donné que la hausse des prix serait de 6,2% et 4,5% durant 2010-2011 dans les pays émergents et en développement.

2. La croissance économique nationale en 2010

L'économie nationale a montré, durant le premier semestre de l'année 2010, des signes d'amélioration, notamment pour les secteurs dont l'activité reste liée à l'environnement international. La demande mondiale adressée au Maroc est en hausse, après sa baisse d'environ 10% en 2009, et les recettes voyages et les transferts des marocains résidant à l'étranger ont réalisé également des taux d'accroissement positifs à près de deux chiffres durant les quatre premiers mois de cette année. Ces améliorations, conjuguées à la vigueur de la demande intérieure, laisse à présager une consolidation des prévisions de croissance économique nationale avancées au mois de janvier dans le budget économique prévisionnel 2010.

Les travaux du Haut Commissariat au Plan de suivi de conjoncture, sur la base des enquêtes d'opinion trimestrielles, des comptes nationaux infra-annuels et d'analyse et d'anticipation conjoncturelle montre ainsi que l'économie nationale enregistrerait une croissance d'environ 4% en 2010 au lieu de 4,9% en 2009. Ce résultat serait attribuable essentiellement à la reprise du dynamisme des activités non agricoles, particulièrement celles du secteur secondaire (mines, énergie, industries de transformation et bâtiment et travaux publics).

Les activités primaires, même si leur valeur ajoutée se situerait à des niveaux plus élevés par rapport à sa tendance moyenne, seraient en recul en termes de croissance, étant donné que la campagne agricole 2009-2010 vient après celle de 2008-2009 dégageant des résultats exceptionnels en matière de production céréalière (plus de 102 millions de quintaux).

2.1. La croissance économique

2.1.1. Les activités non agricoles

Les activités non agricoles connaîtraient une reprise de 5,9% en 2010, après un net ralentissement enregistré en 2009, et ce suite au redressement des activités secondaires et à la poursuite du dynamisme des activités tertiaires.

➤ *Les activités du secteur secondaire*

Profitant de la reprise graduelle de la demande mondiale adressée au Maroc et de la mise en œuvre des projets relevant des stratégies de développement sectoriel, le secteur secondaire renouerait avec la croissance en 2010, à un rythme de 5,6%, après avoir accusé une baisse, sans précédent, de 4,7% en 2009. Cette reprise s'explique par la consolidation de la demande intérieure et la relance de la demande extérieure, sans occulter l'effet de base par rapport à 2009, marquée par le recul de l'activité dans toutes les composantes de ce secteur, notamment les mines et les industries de transformation.

Le **secteur des mines** est parvenu à surmonter la phase de ralentissement conjoncturel des deux dernières années, tout en confirmant sa reprise durant le premier semestre 2010 avec une relance de la production et des exportations des phosphates et dans une moindre mesure de celle des autres minerais. La hausse de la production du phosphate brut est soutenue, non seulement par la demande étrangère, mais aussi par la progression de la demande émanant des industries locales de transformation, et ce, depuis le deuxième trimestre 2009. De ce fait, la valeur ajoutée du secteur minier est entrée dans un nouveau cycle de croissance forte qui avoisinerait 13% pour l'ensemble de l'année 2010 au lieu des baisses successives de 23,8% et 5,9% respectivement en 2009 et 2008.

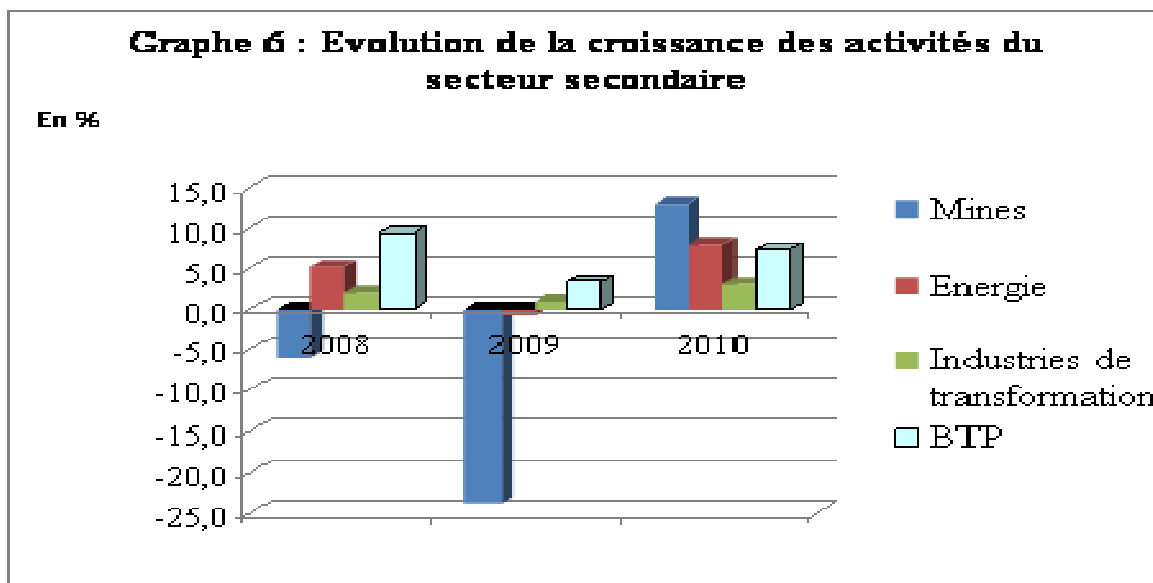
Concernant **les industries de transformation**, elles ont affiché un léger ralentissement en 2009, avec une croissance d'environ 0,9% au lieu de 3,4% en moyenne annuelle de la période 2000-2008. Toutefois, la reprise enclenchée depuis la fin de l'année 2009 se poursuit durant l'année 2010, suite à l'amélioration progressive de la demande mondiale adressée aux principales industries exportatrices, notamment les industries chimiques et parachimiques, les industries de sous-traitance automobile et les industries électroniques. Quant aux industries de textile et habillement, elles ne pourraient afficher qu'une légère amélioration en 2010, attribuable à une reprise lente de la demande étrangère.

Par ailleurs, la hausse de la demande intérieure (consommation et investissement), quoique à un rythme modéré, devraient profiter aux industries agroalimentaires et aux industries métalliques et métallurgiques. En outre, les nouvelles actions prises dans le cadre des premières assises sur les industries de transformation, organisées en avril 2010, devraient insuffler un dynamisme aux branches d'activités industrielles sélectionnées dans le plan émergence industrielle. Il s'agit notamment de l'ouverture des lignes de financement spécifiques aux PME, et de l'aménagement des plateformes industrielles intégrées dans les grandes villes du Royaume, en particulier Tétouan, Nouaceur, Kenitra, Fès et Oujda. Compte tenu de tous ces facteurs, la valeur ajoutée industrielle s'accroîtrait de 3,2% en 2010, soit presque au rythme moyen de la période 2000-2008.

De son côté, **le secteur de l'énergie** s'accroîtrait à un rythme soutenu, en liaison avec l'amélioration de la demande intérieure, en particulier industrielle. Le secteur bénéficierait, en 2010, de la consolidation de la production électrique, notamment d'origine hydraulique et de la relance de la production de raffinage du pétrole, notamment après le démarrage de la production de nouveaux produits raffinés. La croissance de la valeur ajoutée de l'énergie est estimée à 8% au lieu d'une baisse de 0,7% enregistrée en 2009.

Concernant **le secteur du bâtiment et travaux publics (BTP)**, une légère reprise est prévue pour 2010, favorisée par une légère relance anticipée pour l'activité du bâtiment et des grands projets structurants, ainsi que par le lancement de nouveaux projets d'aménagement urbain et d'infrastructure. Il convient de noter que cette année coïncide avec la fin du premier contrat-programme du bâtiment et travaux publics, mais il sera suivi par le lancement d'un deuxième contrat visant, essentiellement, la restructuration des entreprises du ce secteur.

Globalement les indicateurs quantitatifs de ce secteur, notamment les ventes de ciment et l'emploi créé, font apparaître une légère amélioration de l'activité au début de l'année et par conséquent la valeur ajoutée du BTP pourrait s'accroître de 7,4% en 2010 au lieu de 3,4% en 2009.



Source : HCP

➤ *L'évolution des activités du secteur tertiaire*

Le secteur tertiaire, représentant 60% du PIB, s'accroîtrait de 6% en 2010, soit au rythme moyen enregistré durant la période 2000-2009. Ce maintien du dynamisme tendanciel serait attribuable à la consolidation de l'activité des services marchands en progression de 5,5% au lieu de 3,2% une année auparavant et à l'amélioration des services non marchands (services fournis par les administrations publiques) dont la croissance atteindrait 6,1% en 2010.

Dans ce contexte, l'activité touristique connaîtrait une progression notable par rapport à 2009, suite à l'amélioration des perspectives du tourisme international et à la relance de l'activité économique dans les pays émetteurs. Les recettes touristiques prévues en 2010 emprunteraient une tendance haussière avec une progression de l'ordre de 10% prévue à fin 2010. Cette évolution s'accompagnerait d'une progression aussi bien des arrivées de touristes que des nuitées touristiques dans les établissements hôteliers.

Parallèlement, les activités des transports connaissent également une phase de relance soutenue par la consolidation de l'ensemble de ses composantes, les transports routier, ferroviaire, aérien et maritime qui bénéficieraient de la mise en activité des grands projets structurants, en particulier, le transfert des activités maritimes du port Tanger-

ville vers le nouveau port Tanger-Med, la création d'une compagnie Low-cost « RAM Express » et la politique volontariste de l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) en matière de modernisation des infrastructures ferroviaires. Il est à noter également la volonté des pouvoirs publics à développer toutes formes d'activité du transport, y compris la modernisation des transports urbains dans plusieurs villes du pays (Tramway de Rabat et de Casablanca).

En outre, l'élaboration et le renouvellement des contrats-programmes pour les composantes du secteur de transport, adossés au contrat-programme logistique, serait de nature à rentabiliser l'activité du transport pour qu'il renforce sa contribution à la croissance économique nationale.

Le secteur des postes et télécommunications, connaîtrait un ralentissement en 2010 par rapport à sa forte croissance réalisée jusqu'en 2008. Quant aux services non marchands (services des administrations publiques), ils continueraient de soutenir l'activité économique, grâce notamment à l'importance des recrutements dans le secteur public.

2.1.2. Le secteur primaire

La valeur ajoutée du secteur primaire serait en recul de 7,5%, après avoir enregistré une forte hausse de 29% en 2009. Malgré la hausse prévisible de la production de l'élevage et de la pêche maritime en 2010, elle ne permettrait pas de compenser la baisse de la production des céréales et de celle des autres cultures. Ces deux dernières composantes de l'activité agricole ont réalisé durant la campagne précédente des résultats exceptionnels, mais cette année là elles seraient en recul en raison de l'ampleur des inondations et des intempéries qui ont ravagé une partie des superficies des cultures du maraîchage et du retard de la pluviométrie au début la campagne qui a affecté le rendement des cultures céréalières.

La campagne agricole 2009-2010 s'est soldée par une production céréalière de 80 millions de quintaux contre 102 millions en 2009, soit une baisse de 21%. Il est à noter, à ce propos, que la part des céréales qui représentait jusqu'à 34% de la production du secteur primaire durant les années 80, s'est réduite pendant la dernière

décennie à environ 20% en moyenne pendant les bonnes années agricoles, et à moins de 14% durant les années de production moyenne.

La production animale, quant à elle, s'accroîtrait à un rythme soutenu en 2010, suite aux effets bénéfiques d'une bonne pluviométrie sur les pâturages favorisant l'activité de l'élevage. De même, la pêche maritime bénéficierait de la forte hausse caractérisant la production, notamment de la pêche côtière, entamée depuis l'année 2009. Parallèlement, les projets mis en œuvre dans le cadre du plan « Maroc vert » à partir de 2009 commenceraient à donner des résultats sur la demande globale de l'économie nationale, à travers la progression de l'investissement agricole et l'amélioration du niveau de vie d'un grand nombre des petits agriculteurs.

2.3. L'évolution des composantes du Produit Intérieur Brut

La croissance de l'économie nationale, estimée à 4% en 2010, continuerait d'être tirée, essentiellement, par la demande intérieure, au moment où la contribution des échanges extérieurs de biens et services nets, à la croissance du PIB, demeurerait négative, passant de -1,9 points en 2009 à -1,4 point en 2010.

Certes, les exportations de biens et services seraient en hausse, sous l'effet de la reprise de la demande mondiale adressée au Maroc, dont le rythme d'accroissement atteindrait 6,2% en 2010 au lieu de la baisse accentuée de 10% observée en 2009. Mais, les importations continueraient de s'accroître fortement, sous l'effet du dynamisme de l'investissement et de la consommation finale, et de la hausse des prix des matières premières sur les marchés internationaux. Les exportations à prix courants augmenteraient de 14% en 2010, alors les importations s'accroîtraient de près de 15,5%, ce qui entraînerait une accentuation du déficit structurel de la balance en ressources (échanges de biens et services) pour se situer à 13,4% du PIB au lieu de 11,9% en 2009.

La consommation finale nationale devrait s'accroître de 6,5% en 2010 et la formation brute de capital fixe (FBCF) de 10,6%. De ce fait, l'investissement brut, qui tient compte, en plus de la FBCF, de la variation des stocks, représenterait 37,1% du PIB au lieu de 36% en 2009. Les besoins de son financement seraient en hausse, puisque

l'épargne nationale ne dépasserait pas 31,5% du PIB, et par conséquent, le solde du compte épargne-investissement continuerait sa tendance à la détérioration, pour atteindre 5,6% au lieu de 5% en 2009. Ceci signifie qu'au niveau des finances extérieures les transferts nets en provenance du reste du monde ne seraient pas en mesure de couvrir les déficits excessifs des échanges de biens et services.

3. Les perspectives de l'économie nationale en 2011

L'économie nationale bénéficierait en 2011 de la poursuite du dynamisme des activités intérieures, notamment sous l'effet des programmes économiques et stratégies de développement sectoriel engagés par le Gouvernement, de la consolidation de la demande mondiale adressée au Maroc ainsi que de la reprise des investissements directs étrangers.

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

Les perspectives économiques nationales ont été établies sur la base des hypothèses portant, essentiellement, sur la campagne agricole, les finances publiques et l'environnement international :

- **La campagne agricole 2010-2011:** l'hypothèse retenue suppose une production céréalière de 70 millions de quintaux au lieu de 80 millions enregistrées en 2010, conjuguée à la consolidation des performances des autres cultures et de l'élevage. Ces activités bénéficieraient des contrats-programmes des filières dans le cadre du plan « Maroc vert ». En outre, la relance de l'activité de la pêche maritime serait poursuivie en 2010, favorisée par le lancement du plan d'aménagement des petits pélagiques qui est l'un des projets phares du plan « Halieutis » ;
- **Les finances publiques :** L'hypothèse retenue suppose la reconduction en 2011 de la politique budgétaire en vigueur en 2010, notamment en matière de la politique fiscale, des dépenses de fonctionnement et des dépenses de soutien des prix à la consommation. L'investissement public se maintiendrait également sur sa trajectoire des réalisations engagées dans les différents chantiers des infrastructures économiques mis en exécution ces dernières années.
- **Les facteurs extérieurs :** La demande mondiale adressée au Maroc consoliderait sa relance en 2011 à un rythme de 5,8%, après son amélioration de 6,2% en 2010. Les transferts des marocains résidant à l'étrangers sont supposées également progresser d'environ 10% en 2011 et les recettes du tourisme international d'environ 12%. Les investissements directs étrangers (IDE) pourraient s'accroître de 7% après 13% estimé pour 2010. L'octroi au Maroc de « investment grade »

par les agences mondiales de notation financière, et le retour des IDE vers les marchés émergents, après la stabilité du marché financier international sont deux facteurs qui soutiennent cette hypothèse. Le cours moyen du pétrole brut serait, en outre, de 83 dollars/baril au lieu de 80 dollars en 2010 et 62 dollars en 2009. Quant à l'activité des marchés de change, elle serait marquée par la stabilité de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar, dont la parité passerait de 1,37 en 2009 à 1,28 en 2010 et 2011.

3.2. La croissance économique en 2011

Le Produit Intérieur Brut (PIB) enregistrerait, sur la base des hypothèses susmentionnées, une hausse d'environ 4,3% au lieu de 4% estimé pour 2010 et 4,9% enregistré en 2009. Cette évolution serait réalisée dans un contexte marquée par une certaine maîtrise de l'évolution des prix. L'indice du prix général, approché par le prix implicite du PIB, resterait contenu aux environs de 2% durant 2010 et 2011.

L'amélioration de la croissance économique s'explique par la reprise de l'activité du secteur non agricole à un rythme de 5,4% après une hausse de 5,9% en 2010. Quant à la valeur ajoutée du secteur primaire, elle connaîtrait, un léger recul d'environ 2,7%, sous l'effet de l'hypothèse moyenne retenue pour la production du secteur primaire en 2011.

3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires

Après un retour progressif, depuis le début de l'année 2010, à sa tendance d'évolution des années antérieures, la valeur ajoutée des secteurs non agricoles s'accroîtrait à un rythme soutenu en 2011, suite à la consolidation de la reprise des secteurs secondaire et tertiaire, bénéficiant de la volonté de l'Etat d'agir, à la fois, sur la demande globale et sur l'offre, en particulier la production nationale, et ce, pour pérenniser le rythme de croissance de l'économie nationale.

➤ Le secteur secondaire

Le secteur secondaire s'accroîtrait d'environ 5,7% en 2011, après qu'il aurait progressé de 5,6% en 2010. Cette évolution serait attribuable aux actions des politiques économiques en faveur **des industries de transformation**, notamment les dispositions du pacte national pour l'émergence industrielle relatif à la période 2009-2015.

Ce pacte vise à relancer les métiers mondiaux du Maroc (Offshoring, automobile, aéronautique et spatial, électronique, textile et cuir, agroalimentaire) et de renforcer la valeur ajoutée et les exportations des filières pour lesquelles l'économie nationale possède des avantages compétitifs. La création de nouveaux pôles de compétitivité à travers le territoire du Royaume, en plus du lancement des programmes de financement spécifique à la petite et moyenne entreprise (programmes Imtiaz et Moussanada) seraient de nature à améliorer le rythme tendanciel de croissance des industries manufacturières.

De son côté, **le secteur de l'énergie** devrait bénéficier de la nouvelle stratégie visant essentiellement à sécuriser l'approvisionnement, diversifier les sources d'énergie et développer les énergies renouvelables, notamment le lancement du grand projet de production électrique d'origine solaire. L'énergie, matière première indispensable dans tous les processus de productions sectorielles, dépend largement de l'évolution de l'activité économique nationale. De ce fait, la relance confirmée des activités secondaires en 2011 devrait tirer vers le haut la croissance de la valeur ajoutée énergétique.

Parallèlement, **le secteur minier** connaîtrait une accélération de ses activités, profitant d'une relance de la demande mondiale adressée au Maroc et d'un renforcement de la production des dérivées des phosphates. D'importants programmes d'investissement seraient réalisés dans ce secteur afin de consolider la position du Maroc sur le marché international. Il s'agit de :

- L'accélération du programme d'investissement 2009-2015 de l'Office Chérifien des Phosphates (dont le financement est de 15 milliards de DH entre 2009 et 2012) ;
- l'engagement actuel de l'OCP dans la préparation et la mise en œuvre d'un important programme d'investissement (6,3 milliards d'euros à l'horizon 2020) qui porterait la production du phosphate brut de 28 à 47 millions de tonnes ;
- le lancement en 2010 du projet du pipeline entre Khouribga et Jorf Lasfar pour un montant de 2,6 milliards de DH. Ce projet assurerait, dès l'année 2012, le transport par ce canal de la totalité de la production des phosphates et des mines vers les usines de transformation et vers les ports. Ce qui permettrait à l'OCP d'augmenter ses capacités de production et d'exportation.

De son côté, **le secteur du Bâtiment**, connaîtrait en 2011 un retour à son dynamisme, suite aux nouvelles mesures prises par le gouvernement pour le développement de l'habitat social. Il s'agit, notamment, de la finalisation d'un deuxième contrat-programme pour le secteur du BTP qui porte sur les axes relatifs à l'instauration de mesures pour la restructuration et la promotion des entreprises du secteur et à l'octroi des mesures incitatives pour les opérateurs du secteur.

De même, les conventions d'exécution d'un plan d'action avec les 16 délégations régionales ont été signées. Ce plan repose sur une approche territoriale intégrée fondée sur la contractualisation Etat-région, pour promouvoir la qualité et diversifier l'offre d'habitat. L'Etat va injecter, par ailleurs, 3.853 hectares dans la production du logement, afin de résoudre le problème du foncier et réduire le coût, pour qu'il soit à la portée des ménages à revenu limité.

S'agissant des **travaux publics**, ils devraient poursuivre leur évolution ascendante, en liaison avec la consolidation de l'investissement public. Le caractère pluriannuel des grands projets d'infrastructures et le lancement de nouveaux projets, en particulier, le premier tronçon du train à grande vitesse (TGV) Tanger-Casablanca et les projets des routes et autoroutes, ainsi que les grands projets d'aménagement urbain, sont autant de

facteurs qui favoriseraient la pérennisation des performances des travaux publics en 2011.

➤ **Le secteur tertiaire**

Le secteur tertiaire, constitué des services marchands et non marchands, dégagerait une valeur ajoutée en augmentation de 5,3%, après une hausse estimée à 5,6% en 2010. Cette augmentation serait due au dynamisme de certains services, notamment la consolidation de l'activité des télécommunications, la relance de l'activité des transports et l'amélioration des activités financières. **Le commerce intérieur**, de son côté, bénéficierait des retombées positives des mesures du plan «Rawaj », notamment la création du Fonds de développement de 200 millions de dirhams par an sur la période 2009-2012. Ce plan vise à porter la croissance du secteur du commerce et de la distribution à 8% annuellement à l'horizon 2012.

L'activité touristique bénéficierait, en 2011, du regain de croissance de l'activité au niveau mondial. Le Maroc a opté pour la promotion du secteur touristique, en mettant en place une stratégie de développement touristique volontariste susceptible de déclencher une dynamique de développement durable et intégré. Un nouveau contrat-programme national et des contrats programme régionaux sont en cours d'élaboration, en concertation avec les partenaires publics et privés. Le gouvernement a mis en œuvre ainsi plusieurs mesures portant sur la promotion touristique et le transport aérien. Il s'agit, notamment :

- Des mesures prises dans le cadre du plan Azur, notamment l'ouverture des nouvelles stations touristiques Essaouira-Mogador en 2010 et Lexus en 2011.
- La rénovation et la réhabilitation d'une grande partie du parc hôtelier national, afin de pouvoir répondre à une demande plus forte en 2011 et 2012.

Concernant **le secteur des transports routiers**, il bénéficierait d'un contrat-programme entre l'Etat et les opérateurs du secteur visant le renforcement de la structuration du secteur et la mise à niveau des conditions d'accès aux métiers de transport. Ce contrat programme serait adossé au Plan de la logistique, qui prévoit la

mise en œuvre d'un contrat programme global sur la période 2010-2015 fixant les grandes lignes et les objectifs de développement de la logistique au Maroc.

L'entrée en vigueur de cette nouvelle stratégie permettrait de doper la compétitivité de l'économie et l'attractivité des IDE, en mettant à profit la politique des grands chantiers, les stratégies de développement sectoriel et le plan national de promotion des exportations (Maroc Export Plus).

3.2.2. Le secteur primaire

Le secteur primaire accuserait une nouvelle baisse de sa valeur ajoutée d'environ 2,7% en 2011, étant donné le scénario moyen de 70 millions de quintaux retenu pour la production céréalière durant la campagne agricole 2010/2011, en diminution par rapport à 80 millions de quintaux enregistrées en 2009/2010.

Cette baisse de la valeur ajoutée montre que la production de céréales, qui est tributaire de la pluviométrie, continuerait d'être une source de vulnérabilité du secteur primaire. Néanmoins, cette tendance devrait être atténuée au fur et à mesure que l'impact positif des projets du Plan Maroc vert s'intensifierait.

En vue de concrétiser les objectifs du Plan Maroc Vert et d'améliorer la productivité du secteur agricole et sa croissance, le gouvernement s'est engagé à mobiliser le financement requis durant les dix prochaines années auprès de nombreux bailleurs de fonds nationaux et internationaux (L'UE, l'Agence française de développement et la Coopération belge et l'engagement à long terme du Fonds Hassan II). Plusieurs chantiers ont été lancés dans ce cadre pour accompagner le deuxième pilier du Plan Maroc vert, les projets d'agrégation et les contrats-programmes. Il s'agit de :

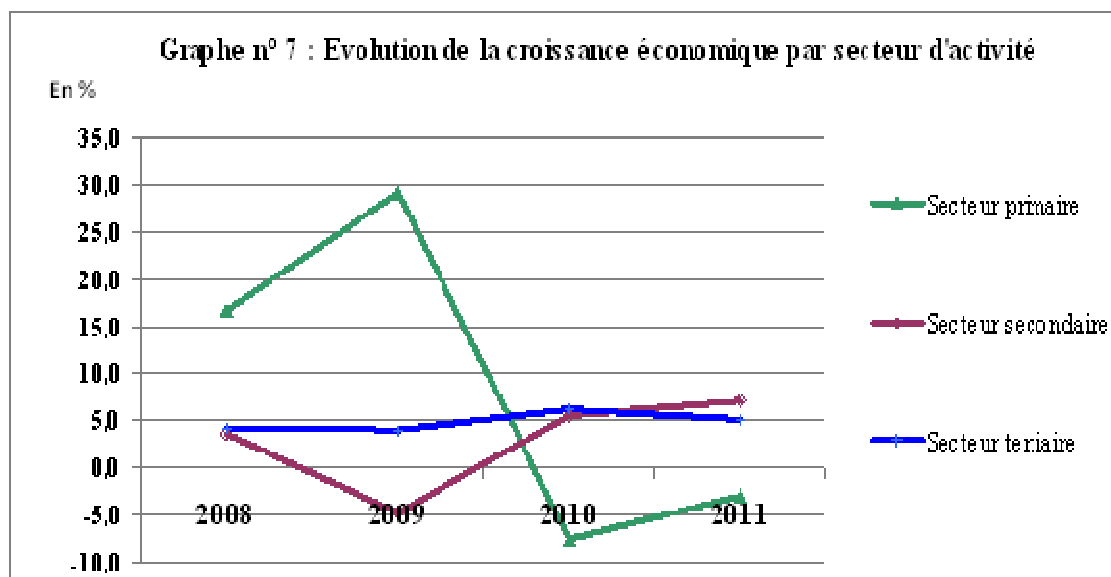
- La poursuite du partenariat public/privé autour du bail des terres de l'Etat, qui vient d'entamer sa 3ème tranche, avec la mobilisation chaque année d'environ 30.000 ha du foncier collectif;
- L'accord signé avec le Millenium Challenge Corporation qui a accordé au Maroc un financement de 697,5 millions de dollars pour les projets, en particulier, de l'arboriculture fruitière et de développement des oasis ;

- Des conventions ont été signées entre le gouvernement et des institutionnels privés (valorisation de l'Agropole de Meknès et de Berkane, le contrat-programme avec la filière des dattes portant sur une enveloppe de 7,6 milliards de DH).
- Une convention avec la société financière internationale, qui cible le soutien au développement d'infrastructures d'irrigation. Le financement est estimé à 1,9 million de dollars.
- La mise en œuvre du contrat-programme oléicole pour un montant de près de 30 milliards de DH pour financer plus de 510 projets entre 2009 et 2020. Il s'agit des investissements d'un montant de 14,4 milliards DH, pour les nouvelles plantations et d'une enveloppe de 7,1 milliards, pour la réhabilitation de l'oliveraie existante.
- La création, en avril 2010, d'un Fonds d'Investissement Agricole, baptisé «OCP INNOVATION FUND for AGRICULTURE », pour financer des structures agricoles et agro-industrielles. Ce fonds mobilisera dans un premier temps 200 millions DH, sur une durée de 4 ans et participera dans le développement des projets de production végétale et animale, d'agrégation des agriculteurs et de valorisation et commercialisation de leurs productions.

De son côté, le secteur de la pêche fera l'objet du lancement du plan d'aménagement des petits pélagiques pour une plus value prévue à 8 milliards de DH en 2013, dans la mesure où les petits pélagiques représentent plus de 80% des captures réalisées dans la zone exclusive marocaine.

Ce plan cible l'exploitation durable et la valorisation de la ressource halieutique de l'ensemble des prises, en assurant un approvisionnement suffisant, la création d'emplois stables et l'augmentation de la consommation nationale des produits de la mer. D'autres incitations seraient accordées par l'Etat pour :

- moderniser la flotte de la pêche maritime ;
- La mise en place d'un plan d'aménagement de la ressource halieutique ;
- la mise en place d'un système d'intégration pêche/industrie de transformation de produit de la mer qui permettrait de combler le déficit d'approvisionnement des conserves en quantité et en qualité.



Source : HCP

3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut

La demande intérieure continuerait de soutenir la croissance économique nationale en 2011, avec une contribution de 5,7 points. Les échanges extérieurs nets serait marquée par une stabilisation de leur contribution négative à la croissance économique, après deux années successives d'allègement, de -2,9 points en 2008 et -1,9 points en 2009 à -1,4 point en 2010 et 2011.

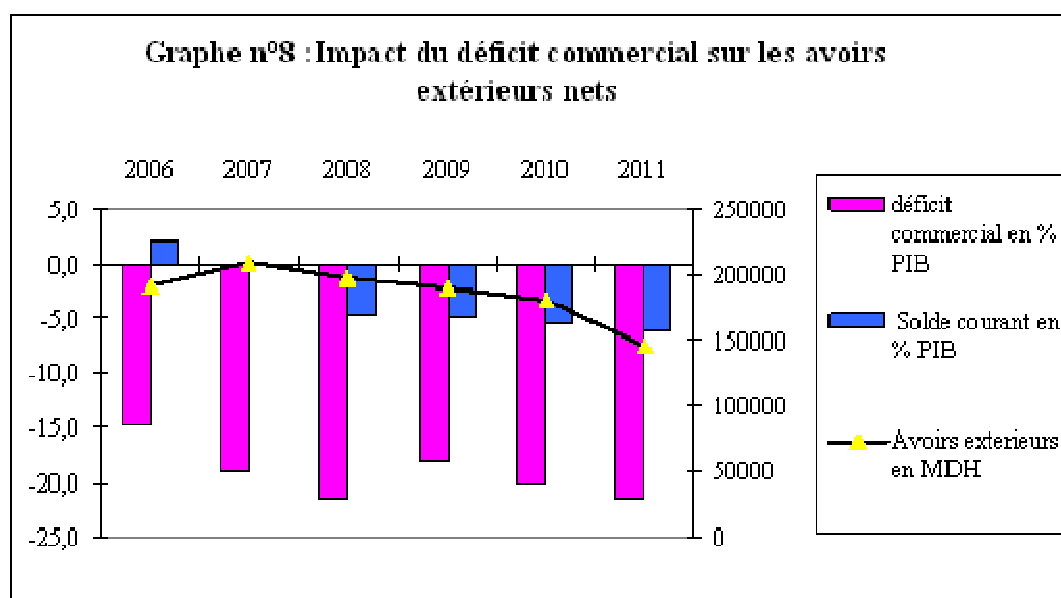
Malgré la reprise des exportations d'environ 6,6%, elle serait moins forte que le rebondissement des importations de 10,7%, ce qui dégagerait, en conséquence, une accentuation du déficit de la balance en ressources, passant de 11,9% du PIB en 2009 à 13,4% en 2010 et à 14,7% en 2011.

Le dynamisme de **la demande intérieure** proviendrait, comme chaque année, de l'investissement brut et de la consommation finale nationale. En matière d'investissement, il est à noter que la poursuite de la politique des grands projets structurant, en plus de l'ouverture des principaux secteurs économiques à l'investissement privé dans le cadre des stratégies sectorielles, constitueraient deux facteurs essentiels pour la consolidation du rôle de l'investissement brut dans le dynamisme actuel de l'économie nationale.

La formation brute de capital fixe (FBCF) s'accroîtrait ainsi de 9,5% en volume et sa contribution à la croissance économique serait de 3 points en 2011 au lieu de 2,7 points en 2010 et 0,8 point en 2009. Elle représenterait 33,5% du PIB en 2011 au lieu de 32% en 2010 et 30,7% en 2009.

L'investissement brut, composé de la FBCF et de la variation de stocks, atteindrait quant à lui, 38% du PIB au lieu de 37,1% en 2010 et 36% en 2009. Aussi convient de noter que la variation de stocks représenterait près de 5% du PIB depuis 2008, en augmentation de 3 points et demi par rapport à son niveau moyen entre 2001 et 2007.

Par ailleurs, **la consommation finale nationale** s'accroîtrait, en volume, de 4,6% en 2011 au lieu de 4,4% en 2010. Cet accroissement serait attribuable essentiellement à l'amélioration de la consommation des ménages de 5,2% en 2010 et 2011 au lieu de 4% en 2009, sous l'effet notamment des mesures de réajustement de l'impôt sur le revenu et des valorisations des salaires en faveur de certaines catégories de fonctionnaires. La hausse de la consommation publique serait limitée à 2,5% au lieu de 2% en 2010. Globalement, la contribution de la consommation finale nationale à la croissance passerait de 3,3 points en 2010 à 3,4 points en 2011.

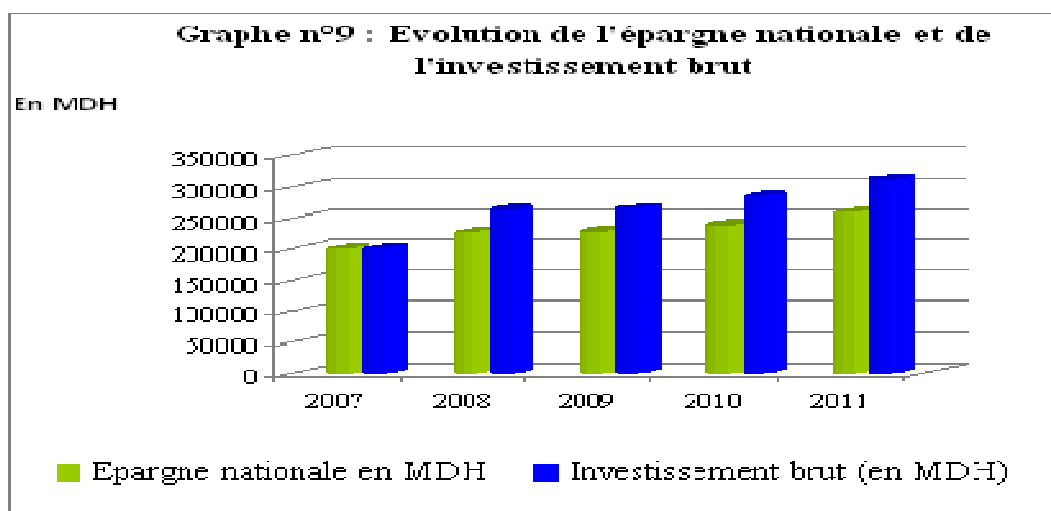


Source : HCP

3.4. Le revenu national et le compte Epargne - Investissement

Le revenu national brut disponible, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, s'accroîtrait à un rythme de 7,4% en 2011 au lieu de 6,9% en 2010. Les revenus nets en provenance du reste du monde expliquent en grande partie cette amélioration. Après leur baisse notable de 2009, ils ont repris leur tendance ascendante, pour représenter 7,6% du PIB en 2011 au lieu de 6,7% en 2010. Le PIB nominal se serait accru de 6,4% en 2011 et 6,1% en 2010. Par ailleurs, la consommation finale nationale s'accroîtrait de 7,5% en 2011, soit à un rythme légèrement supérieur à celui du PIB nominal. Par conséquent, le taux d'épargne intérieure continuerait sa tendance baissière en s'établissant à 24,1% du PIB en 2011 au lieu de 24,8% en 2010 et 25,1% en 2009.

L'amélioration des revenus nets en provenance du reste du monde porterait le taux d'épargne nationale à 31,5% du PIB en 2010 et 31,7% en 2011 au lieu de 32,1% du PIB en moyenne annuelle de la période 2006-2009. Ce niveau d'épargne nationale serait insuffisant pour soutenir les perspectives d'investissement brut qui atteindrait 37,1% en 2010 et 38% du PIB en 2011. Le compte épargne-investissement afficherait, par conséquent, un déficit de financement le plus élevé de la décennie, soit 5,6% du PIB en 2010 et 6,3% du PIB en 2011.



Source : HCP

Conclusion

Au terme de ces perspectives économiques exploratoires établies pour l'année 2011, il convient de noter que :

1. La reprise de la demande mondiale adressée au Maroc risque d'être atténuée par les difficultés d'endettement caractérisant certains pays de la zone euro, et par conséquent l'évolution favorable des exportations des biens et services, pourrait être limitée. Ceci serait de nature à réduire les capacités financières du Maroc pour couvrir ses besoins en importations, de plus en plus rigides à la baisse.
2. La hausse des importations de biens et services, suite au dynamisme de l'investissement brut et de la consommation des ménages, et du renchérissement des prix des matières premières entraîne depuis quelques années une augmentation structurelle du déficit de la balance courante extérieure. Sans un afflux de capitaux, notamment sous forme d'investissements directs étrangers, le solde global des finances extérieures serait négatif, ce qui signifierait un épuisement des stock de réserves pour financer les importations et le paiement des revenus des investissements au profit du reste du monde. La question de la solvabilité de la balance de paiements à moyen terme se pose aujourd'hui avec acuité.
3. Le taux d'investissement se situe, depuis quelques années, à des niveaux très élevés de l'ordre de 37% en moyenne annuelle depuis 2009. En fait, cet indicateur, intègre en plus de la FBCF, la variation des stocks. Cette composante de la demande finale a pris de l'ampleur depuis 2008, en passant d'une moyenne annuelle de près de 8 milliards de DH entre 2001 et 2007 à une moyenne de 37 milliards entre 2008 et 2011, soit 1,5% du PIB et près de 5% respectivement. Certes, la crise économique internationale s'est traduite par des augmentations de stocks dans la plupart des pays, mais ceci impose de mettre en place une capacité de gestion des processus aussi bien de production que de commercialisation au niveau des activités nationales pour tirer un rendement meilleur de l'investissement réalisé et assurer une optimisation des ressources financières disponibles.

ANNEXES STATISTIQUES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2008	2009	2010*	2011**
-Monde.....	3	-0,6	4,2	4,3
-Economies avancées.....	0,5	-3,2	2,3	2,4
-USA.....	0,4	-2,4	3,1	2,6
-Zone Euro.....	0,6	-4,1	1,0	1,5
-Japon.....	-1,2	-5,2	1,9	2,0
- Pays en développement.....	6,1	2,4	6,3	6,5
-Asie	7,9	6,6	8,7	8,7
dont la Chine.....	9,6	8,7	10,0	9,9
-Afrique subsaharienne.....	5,5	2,1	4,7	5,9
-Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,1	2,4	4,5	4,8
- Amérique latine.....	4,3	-1,8	4,0	4,0

Source : Perspectives économiques du FMI, avril 2010

NB : (*) Estimation, (**) Prévisions

Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2008	2009	2010*	2011**
- Prix à la consommation :				
- Economies avancées.....	3,4	0,1	1,5	1,4
- Pays en développement.....	9,2	5,2	6,2	4,7
Commerce mondial en volume.....	2,8	-10,7	7,0	6,1
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)				
- selon le FMI.....	97,0	61,78	80,0	83,0
Parité Euro/dollar.....	1,39	1,37	1,28	1,28

Source : Les perspectives mondiales du FMI, avril 2010, de la Commission Européenne, de l'OCDE et de la Banque mondiale, publiées en mai et juin 2010. (*) : Estimations et (**) : Prévisions

ECONOMIE NATIONALE

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (En volume, prix de l'année précédente) (Variation en %)

Rubriques	2008	2009	2010*	2011**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	16,6	29,0	-7,5	-2,7
• PIB non agricole.....	4,1	1,3	5,9	5,4
➤ Secteur Secondaire.....	3,6	-4,7	5,6	5,7
➤ Secteur tertiaire.....	4,2	4,0	6,0	5,3
PIB en volume	5,6	4,9	4,0	4,3
Variation du prix implicite du PIB	5,9	1,9	2,1	2,0

(*) : Estimation pour 2010 (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2011.

Structure du PIB en volume (en %)

Secteurs	2008	2009	2010*	2011**
Primaire	13,4	16,2	12,9	12,1
Secondaire	23,7	24,8	25,8	25,9
Tertiaire	62,8	59,0	61,3	62,0
Total	100	100	100	100

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2010.

Equilibre du PIB à prix courants

RUBRIQUES	2008	2009	2010*	2011**
PIB.....	688843	736206	781218	831354
	11,8%	6,9%	6,1%	6,4%
Consommation finale, dont :	518527	551669	587511	631361
	9,8%	6,4%	6,5%	7,5%
-Ménages résidents.....	400395	419392	451266	490075
	11,2%	4,7%	7,6%	8,6%
-Administrations publiques.	118132	132277	136245	141286
	5,3%	12,0%	3,0%	3,7%
FBCF.....	227465	226054	250016	278768
	18,1%	-0,6%	10,6%	11,5%
Variation des stocks.....	35095	38783	39570	37205
Exportations de biens et services.....	258165	210459	239995	255761
	17,2%	-18,5%	14,0%	6,6%
Importations de biens et services.....	350409	290759	335873	371741
	26,7%	-17%	15,5%	10,7%

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants. -Variations en %.

- (*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2010.

Equilibre du PIB (Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2008	2009	2010*	2011**
PIB.....	5,6	4,9	4,0	4,3
Consommation finale, dont:	5,7	5,6	4,4	4,6
-Ménages résidents.....	6,0	4,0	5,2	5,2
-Administrations publiques...	4,8	11,2	2,0	2,5
FBCF.....	11,5	2,5	8,7	9,5
Exportations de biens et services.....	7,3	-13,1	7,0	5,4
Importations de biens et services.....	12,2	-6,0	8,6	7,0

(*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2010.

CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE (En nombre de points de la croissance)

RUBRIQUES	2008	2009	2010*	2011**
PIB.....	5,6	4,9	4,0	4,3
Consommation Finale, dont :	4,4	4,2	3,3	3,4
-Ménages Résidents.....	3,5	2,3	3,0	3,0
-Administrations Publiques...	0,9	1,9	0,4	0,4
FBCF.....	3,6	0,8	2,7	3,0
Variation des stocks.....	0,5	1,7	-0,6	-0,8
Commerce extérieur de biens et services.....	-2,9	-1,9	-1,4	-1,4

(*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2010.

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

RUBRIQUES	2008	2009	2010*	2011**
PIB.....	688843	736206	781218	831354
Revenu National Brut Disponible	745150	779698	833213	894790
Variation en %.....	10,9	4,6	6,9	7,4
Consommation finale nationale...	518527	551669	587511	631361
Epargne intérieure (en MDH)	170316	184537	193707	199993
En % du PIB.....	24,7	25,1	24,8	24,1
Epargne nationale (en MDH)	226623	228029	245702	263429
En% du RNBD.....	30,4	29,2	29,5	29,4

(En millions de dirhams courants)

(*): Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2010.

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT (En % du PIB)

Rubriques	2008	2009	2010*	2011**
Investissement brut.....	38,1	36,0	37,1	38,0
Revenus nets en provenance du reste du monde.....	8,2	5,9	6,7	7,6
Epargne nationale.....	32,9	31,0	31,5	31,7
Solde de financement.....	-5,2	-5,0	-5,6	-6,3

(*): Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2010.

LES FINANCES EXTERIEURES

(En % du PIB)

RUBRIQUES	2008	2009	2010*	2011**
Déficit en ressources.....	-14,1	-11,9	-13,4	-14,7
Solde courant de la balance de paiements.....	-4,9	-5,0	-5,6	-6,3

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan, Juin 2010.